

Slovénie. Janez Janša et sa politique

dimanche 2 août 2020, par [MOČNIK Rastko](#) (Date de rédaction antérieure : 7 juin 2020).

Les mesures politiques du premier ministre Janša sont logiquement liées : leur néolibéralisme ne diffère pas de celui des autres partis bourgeois, mais son radicalisme implique des attitudes autoritaires, la soumission personnelle des fonctionnaires, la démagogie et une brutalité croissante.

Le mot « jansizem » (jansaïsme) a été utilisé si souvent depuis 1995 qu'il a même été adopté par le dictionnaire de la langue littéraire slovène. Ce dictionnaire dit que cela signifie « l'orientation politique (...) du politicien slovène Janez Janša ». Mais tout le monde n'est pas d'accord. Tino Mamić a écrit dans Domovina [La Patrie] que le jansaïsme a été inventé pour discréditer la politique de Janša. Selon Mamić, le jansaïsme n'existe pas parce que la politique de Janez Janša (actuel Premier ministre) ne serait pas différente des autres politiques. Nous prouverons donc l'existence du jansaïsme si nous trouvons suffisamment de traits distinctifs qui séparent la politique de Janez Janša des autres politiques et qui en même temps se connectent dans un ensemble plus ou moins cohérent. Ce faisant, nous découvrirons également ce qu'est le jansaïsme - s'il existe, bien sûr.

Ce qu'il se passe en Slovénie en 2020

- Population de 2 millions d'habitants.
- En février, formation d'un gouvernement de coalition de droite dirigé par Janez Jansa (SDS), proche de Viktor Orban, condamné dans le passé pour corruption, anti-migrants.
- Après un pic fin mars, en mai, l'épidémie COVID est maîtrisée.
- En mai, Renault annonce la suppression de 400 emplois à Novo Mesto (2.900 employés) où sont fabriquées les Renault Twingo et Clio pour le marché européen. La fabrication de boîtes de vitesse doit être relocalisée en France.
- Le 8 mai, des milliers de personnes manifestent dans la capitale, Ljubljana, accusant le gouvernement de corruption et de profiter de la pandémie pour restreindre les libertés publiques.
- Durant l'été, face à la multiplication des ours bruns sauvages, le gouvernement décide d'en abattre 115.

Le terme est réapparu lors des manifestations « à vélo » (pour se conformer à l'interdiction des manifestations publiques imposée pendant l'épidémie) qui se tiennent dans les villes de Slovénie chaque vendredi depuis 24 avril. Les manifestants protestent avec le slogan « Mort au jansaïsme, liberté du peuple ! » en actualisant le slogan de la lutte de libération nationale yougoslave « Mort au fascisme, liberté du peuple ! ». Le programme du parti de Janša, le Parti démocratique slovène (SDS), appelle la lutte antifasciste une « révolution fratricide » et le socialisme un « régime totalitaire ». Nous avons donc la première caractéristique du jansaïsme : le révisionnisme historique - une façon de traiter l'histoire visant à déformer la mémoire de la lutte pour la libération nationale et à faire oublier les réalisations du socialisme.

Les discours

Le SDS « aspire à une société socialement juste fondée sur une économie compétitive ». C'est justement pour réduire les ravages de l'économie capitaliste concurrentielle qu'un programme de justice sociale a été imaginé au XIX^e siècle. Par conséquent, l'affirmation selon laquelle la concurrence « permet la solidarité entre les peuples » est une dangereuse illusion. Le programme du SDS devient encore plus clair lorsqu'il exige que « les marchés du travail et des capitaux soient libérés des obstacles à la concurrence ». Avec la libre concurrence sur le marché du travail, l'État brise la classe ouvrière et organise une compétition à la baisse des salaires, du droit du travail, de la garantie de l'emploi, des conditions de travail, etc. Le monde du travail combat depuis des siècles l'anarchie du marché, mais même les capitalismes humanistes ont tenté de restreindre la sauvagerie du capital. Nous avons là une autre caractéristique : le néolibéralisme radical.

La revendication de la libération du marché des capitaux n'est pas très claire. Cela peut signifier la liberté de la spéculation financière. Cependant, elle est déjà libre, produisant du capital fictif et aggravant la crise du capitalisme. Cela peut signifier faciliter les emprunts des entreprises pour stimuler l'économie « réelle ». Mais cela se fait par une politique monétaire – par la régulation et non la « libéralisation ». Peut-être veulent-ils dire qu'il faut attirer les investissements en capital en éliminant le droit du travail, abaissant les salaires, éliminant la protection de l'environnement etc. Bref, selon le SDS, il faut agir comme les gouvernements précédents de Miro Cerar et Marjan Šarec l'ont fait pour Magna [1]. Nous avons obtenu là une troisième caractéristique : la promotion de la subordination néocoloniale.

Il n'est pas surprenant que le programme du SDS élève « l'initiative entrepreneuriale individuelle sans entrave » au rang de « moteur principal ». Il est toutefois plus surprenant qu'après avoir opposé le capital aux travailleurs et les travailleurs les uns aux autres, ce programme prône la « réconciliation nationale ». Il proclame la lutte de classe du capital, désarme les travailleurs, mais prêche la réconciliation. Quatrième caractéristique : la démagogie.

Action gouvernementale

En 1993, Janša a été démis de ses fonctions de ministre de la Défense parce que son ministère intervenait dans les affaires civiles. En 2004, le SDS a utilisé la propagande pour aider au rejet par référendum de la loi sur les « effacés » [2]. De concert avec d'autres partis, qui ont jamais été au gouvernement, le SDS a permis ainsi que la politique slovène ne répare pas, au moins autant que possible, les conséquences d'un crime d'État. Cinquième caractéristique : abus de pouvoir et mépris pour l'humanité.

Le premier gouvernement Janša (2004-2008) a aboli l'État providence. Jusque-là, le mouvement ouvrier avait continué une politique de classe et réussi à freiner les excès de la restauration du capitalisme. Malheureusement, les syndicats forts à l'époque ne se sont pas opposés à la restauration du capitalisme et n'ont pas résisté à l'adhésion à l'UE néolibérale ou à l'entrée dans l'OTAN impérialiste. Ces erreurs stratégiques ont par la suite contribué à la défaite du mouvement syndical. Mais le rôle décisif dans l'offensive du capital a été joué par le gouvernement Janša. Avec le grand soutien des médias, les « jeunes économistes » de Janša ont lancé une campagne idéologique néolibérale. Le gouvernement Janša n'a pas réussi à introduire un taux d'imposition unique, mais il a réduit les impôts des actionnaires et des riches, en particulier en réduisant le taux d'imposition sur les revenus du capital. Ce faisant, il a provoqué un déficit permanent du budget de l'État. Dans le même temps, ce gouvernement a commencé à emprunter auprès de banques privées à l'étranger et à se désendetter auprès des banques nationales. Cela a eu deux conséquences : les banques nationales ont commencé à prêter de manière incontrôlable à des entreprises nationales, dont beaucoup n'ont plus été en mesure de rembourser leurs dettes. L'État a été de plus en plus endetté à l'étranger, ce qui a conduit les gouvernements suivants à se soumettre aux organisations transnationales de capitaux financiers. Ce premier gouvernement Janša a lancé une nouvelle vague

de privatisations, qui a ensuite conduit à des faillites et à une crise bancaire en raison de la spéculation des managers sur les rachats des entreprises. Les agissements gouvernementaux ont confirmé les caractéristiques que nous avons déduites du programme : le néolibéralisme radical et la promotion de la subordination néocoloniale.

Le deuxième gouvernement Janša (2012-2013) a encore limité les activités de protection sociale de l'État. Avec la loi sur l'équilibre des finances publiques, il s'en est pris à ceux qui vivent en dessous du minimum vital (mesures temporaires dans le domaine de l'exercice des droits d'utiliser les fonds publics, les soins parentaux et les prestations familiales, prestations de sécurité sociale, etc.). Même la tradition du parlementarisme bourgeois était trop démocratique pour ce gouvernement : il a fait adopter une centaine de lois selon une procédure accélérée. Un autre exemple de cette pratique du gouvernement - abandon d'une démocratie même limitée et introduction de l'autoritarisme - est sa façon d'empêcher un référendum sur la création d'une banque de créances douteuses : les syndicats ont recueilli des signatures pour un processus référendaire... et les responsables parlementaires les ont « perdues ». Le tournant du deuxième gouvernement Janša a toutefois été de transférer les conflits politiques internes sur la scène internationale. Non seulement cela a provoqué des incidents dans la baie de Piran [3], mais il a également annoncé que la Slovénie était en danger de faillite et qu'il faudrait demander l'aide de la tristement célèbre « troïka » (CE, BCE, FMI), qui venait de condamner le peuple grec à la pauvreté et de pousser la Grèce dans la dépendance à long terme du capital financier transnational. La déclaration de Janša sur l'éventuelle faillite de l'État a été utilisée par les agences de notation pour abaisser la note de la Slovénie. Les taux d'intérêt sur les emprunts publics sont passés d'une moyenne de 4,3 % en 2011 à 6 % en 2012. Selon les experts, la hausse des taux d'intérêt était disproportionnée par rapport aux indicateurs économiques. En hiver 2012, des manifestations de masse spontanées ont éclaté à travers le pays et le gouvernement a démissionné.

Actuellement, le gouvernement Janša espère être bien vu par la fantomatique « classe moyenne ». Ses lois « anti-coronavirus » proposent un soutien aux capitaux nationaux petits et moyens, peu compétitifs, et réduisent les normes de protection de l'environnement afin d'attirer les investissements. C'est une pratique typique des pays néocoloniaux dépendants.

Il annonce de nouvelles restrictions de la protection des travailleuses et des travailleurs, la libéralisation du marché du travail (élimination des contrats de travail historiques et précarisation encore plus grave) et des licenciements plus faciles. Il propose également de poursuivre la privatisation des services publics, des soins de santé, de l'éducation et même de la protection sociale. Il réduit ainsi la disponibilité des services publics, diminue le niveau de vie de la majorité et, en particulier, aggrave la situation des travailleurs déjà sous-payés et sans garantie d'emploi.

Alors qu'est que c'est ?

Les mesures politiques jansaïstes sont logiquement liées : leur néolibéralisme ne diffère pas en principe de celui des autres partis bourgeois, mais son radicalisme nécessite des attitudes autoritaires, la soumission personnelle des fonctionnaires, la démagogie et une brutalité croissante dans sa communication.

Les trois gouvernements Janša étaient des coalitions. Nous ne devrions donc pas attribuer le jansaïsme à un seul parti, encore moins à une seule personne. Les partis du « centre » (DeSUS, SMC) et de droite (NSi) ont facilement évolué vers l'autoritarisme et ont radicalisé leur politique néolibérale. Une politique dirigée contre le peuple glisse rapidement vers les mesures autoritaires. Elle rassemble la décision et le contrôle faisant des autorités ainsi que des instances administratives et professionnelles un outil unifié pour attaquer les travailleurs.

La spécificité de cette politique est qu'elle promeut les intérêts du capital « en général », à la fois

local et transnational. En augmentant l'exploitation, elle permet à de petits capitaux nationaux non compétitifs de survivre et offre une main-d'œuvre bon marché au grand capital transnational quasi monopolistique. Les deux sont adaptés à la position marginale de la Slovénie dans l'Union européenne et renforcent notre subordination néocoloniale.

Le libéralisme autoritaire slovène ne doit pas être confondu avec la politique de Viktor Orbán. La politique d'Orbán vise à bâtir une classe dirigeante nationale - à partir de magnats, de gestionnaires et de hauts bureaucrates - qui soit capable de partenariat avec le capital transnational et de restaurer l'empire régional hongrois. Les politiciens néolibéraux autoritaires d'ici se satisfont de la corruption et des « pots-de-vin », ils n'ont pas d'autres ambitions de classe. Ils l'ont montré lors de leur précédent mandat en transférant des conflits internes sur la scène internationale et en demandant l'aide des appareils du capital transnational. Il est donc plus approprié de parler de néolibéralisme autoritaire au service de la politique néocoloniale du capital transnational.

Mais si nous définissons le jansaïsme de cette façon, deux aspects sautent aux yeux. Premièrement, le trait distinctif du jansaïsme c'est seulement l'intensité de son autoritarisme. Son orientation générale ne diffère pas des autres partis bourgeois et de leurs gouvernements. De ce fait - et c'est le second aspect - le problème ce n'est pas le jansaïsme, mais « l'anti-jansaïsme ». Car « l'anti-jansaïsme » actuel présente les contradictions sociales fondamentales - la lutte entre le travail et le capital, entre l'impérialisme et les peuples subordonnés - en tant qu'affrontements entre les fractions de la bureaucratie au pouvoir. Que gagnerons-nous si c'est Šarec (Premier ministre 2018-2020), Bratušek (Première ministre 2013-2014) ou une nouvelle combinaison improvisée qui remplacent le gouvernement actuel ? Ils feront la même chose que Janša, peut-être moins crûment et de manière moins vulgaire. Nous devons vraiment trouver une alternative. Et ce ne peut être une alternative au gouvernement actuel ou à Janez Janša, ce doit être une alternative à l'impérialisme et au capitalisme.

Rastko Močnik universitaire retraité - sociologue, théoricien de la psychanalyse et de l'idéologie - est depuis les années 1960 un opposant de gauche slovène. En 1988-1990 il a été un des animateurs du Comité pour la défense des droits humains et s'est opposé à la partition de la Yougoslavie en 1990.

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Inprecor.fr

<http://inprecor.fr/article-Janez-Jan%C5%A1a-et-sa-politique?id=2363>

Notes

[1] Afin de construire un nouvel atelier de peinture pour le fournisseur automobile transnational Magna, la législation environnementale a été modifiée par le parlement slovène dans le cadre d'une coalition précédente (composée du Parti du centre moderne (libéral), du Parti démocrate des retraités (libéral) et des sociaux-démocrates). Car l'usine de Magna a été construite sur un

terrain agricole protégé afin de garantir l'approvisionnement en eau.

[2] En février 1992, les noms de 25 671 personnes (plus de 1 % de la population totale) vivant en Slovénie mais nés dans une autre République yougoslave et n'ayant pas rempli à temps le formulaire d'acquisition de la nationalité slovène ont été « effacés » des registres nationaux, selon des critères demeurés obscurs. Ils ont été ainsi déchus de leur citoyenneté. Leur cas fit ensuite l'objet d'une loi, entrée en vigueur fin 1999, qui sera jugée non conforme par la Cour constitutionnelle, saisie par l'Association des effacés de Ptuj. La Cour décréta également que les victimes avaient droit à un dédommagement, ce qui déclencha de vives polémiques. Une autre loi fut adoptée en novembre 2003, prévoyant la restitution aux « effacés » de leurs droits civiques et matériels. L'opposition de droite, dont le SDS, obtint alors la tenue d'un référendum en avril 2004 : 94 % des votants ont approuvé cette position, mais vu la très faible participation, il n'en fut pas tenu compte et la loi de 2003 a continué à être appliquée. En 2006, une marche - « la caravane des effacés » - est passée par l'Italie et la France pour protester devant le Parlement européen. Voir : The Erased. Information and documents : <https://www.mirovni-institut.si/izbrisani/en/about-the-project/index.html> (19.6.2020).

[3] Située dans la partie sud du golfe de Trieste, à l'extrémité septentrionale de la mer Adriatique, les eaux de cette baie sont partagées entre la Croatie et la Slovénie. Cette dernière, déjà membre de l'UE, a utilisé son droit de veto pour ralentir les négociations d'adhésion de la Croatie, voulant obtenir une modification de la frontière maritime telle qu'elle avait été établie à l'époque de la Yougoslavie. En 2018 la police slovène a commencé à sanctionner les pêcheurs croates pour « violation frontalière » dans la baie de Piran.